

## La réforme de la Curie demeure imprécise

Author : Louis-Mériadec Kercosquer

Categories : [Brèves](#), [Riposte Catholique](#), [Rome](#)

Date : 4 février 2014



Le cardinal Maradiaga, qui coordonne le conseil des huit cardinaux, [a donné un entretien](#) au grand quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. **Il y évoque en particulier la fameuse réforme de la Curie voulue par le Saint-Père.** Déjà en juillet 2013, le cardinal Dolan, archevêque de New-York, avait exprimé une certaine impatience. S'il existe désormais un groupe de huit cardinaux chargé de conseiller le Pape François, la réforme semble devoir prendre beaucoup de temps, et même d'années.

Les propos du cardinal Maradiaga entretiennent le flou. Le seul point d'importance est la volonté annoncée de donner plus de place à la collégialité, de « décentraliser l'Eglise ». Mais il est difficile d'imaginer la façon dont cela se passera. **Le prince de l'Eglise hondurien emploie des formules fort peu traditionnelles, comme « sans l'Eglise, pas de démocratie ».** Or, si la structure de l'Eglise a bien été instituée par le Christ au travers de l'institution du sacerdoce et des apôtres dont les évêques sont les successeurs, et parmi lesquels la primauté revient à Pierre, il n'y a là aucune sorte de démocratie.

**Les conférences épiscopales, formalisées après le Concile, semblent être le levier d'action privilégié par monseigneur Maradiaga.** Pourtant, le cardinal Ratzinger, à la tête de la congrégation pour la Doctrine de la foi, avait nié à celles-ci toute autorité doctrinale. Il faut même relever que ces structures, souvent bureaucratiques, ont tendance à diminuer l'autorité de chaque évêque dans son diocèse, puisque son rayonnement personnel de pasteur est amoindri au profit d'une entité qui n'appartient pas à la tradition de l'Église.

Seul élément concret, le cardinal Maradiaga a confirmé que la réforme se diviserait en deux chantiers : d'abord l'assainissement des questions touchant aux finances et à l'administration, d'autre part la Secrétairerie d'Etat, les congrégations et les conseils, ainsi que la diplomatie et les nonciatures. Si le premier point est bien prioritaire, le vaticaniste Sandro Magister a relevé que [les réformes sont pour l'heure entre les mains d'une infinité de multinationales de conseil et de stratégie](#).